

## 13.3 Dépense publique

En 2009, la masse salariale des **administrations publiques** centrales progresse très faiblement en raison de la baisse des effectifs : non-remplacement partiel des fonctionnaires partant à la retraite, transfert d'effectifs de l'ANPE aux administrations de sécurité sociale dans le cadre de la création de Pôle Emploi et poursuite de la décentralisation. En revanche, les pensions payées par l'État augmentent fortement avec l'arrivée de générations plus nombreuses à l'âge de la retraite. Les dépenses d'investissement (y compris les aides à l'investissement) sont très dynamiques en 2009 (+ 19,6 %), du fait notamment des avances accordées aux collectivités territoriales à travers le fonds de compensation de la TVA dans le cadre du plan de relance, des aides à l'investissement dans les infrastructures de transport et la rénovation urbaine. De même, les prestations sociales continuent de croître à un rythme soutenu en 2009 (+ 5,9 %).

Dans les administrations publiques locales, la masse salariale ralentit : les techniciens, ouvriers et personnels de services (TOS) de l'Éducation nationale exerçant leurs missions dans les collèges et les lycées ont été moins nombreux cette année à être transférés de l'administration centrale vers les administrations locales. Après avoir nettement ralenti en 2008, l'investissement local diminue légèrement en 2009. Cette pause, observée depuis deux ans, n'est pas inhabituelle après une élection municipale ; le plan de relance a

par ailleurs permis d'en atténuer les effets. Les charges d'intérêts diminuent nettement (- 10,1 %) avec la baisse des taux d'intérêt. À l'inverse, les prestations sociales accélèrent.

Les dépenses des administrations de sécurité sociale accélèrent en 2009. Les prestations chômage s'accroissent fortement (+ 16,8 %), avec l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Revalorisées, les prestations familiales progressent de 3,0 % en 2009. Seules les prestations vieillesse ralentissent en 2009. La durée de cotisation pour bénéficiaire d'une retraite à taux plein a en effet été allongée et les conditions de départ en retraite anticipée ont été durcies.

En 2009, les intérêts versés par toutes les administrations publiques diminuent nettement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt ainsi que de la faible inflation.

La France se classe au deuxième rang de l'Union européenne en termes de taux de **dépenses publiques**, après la Suède. La structure des dépenses (en termes de répartition par fonction) est similaire dans la plupart des pays européens : on retrouve la prédominance des dépenses sociales (en moyenne 38,9 % des dépenses des différents États membres de l'Union européenne), ainsi que, dans une moindre mesure, des dépenses de santé, des services publics généraux et d'éducation. ■

### Définitions

**Dépenses publiques** : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

**Formation brute de capital fixe (FBCF)** : acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

**Organismes divers d'administration centrale (Odac)** : organismes auxquels l'État a donné une compétence fonctionnelle spécialisée au niveau national. Contrôlés et financés majoritairement par l'État, ces organismes ont une activité principalement non marchande. Le commissariat à l'énergie atomique (CEA), Météo France ou encore l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) sont des Odac.

**Administrations publiques, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Les comptes des administrations publiques en 2009 », *Insee Première* n° 1293, mai 2010.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2010.
- « Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 6,3 % et 6,8 % du PIB », *communiqué de presse* n° 55, Eurostat, avril 2010.
- « Projet de loi de finances pour 2011 – rapport sur la dépense publique et son évolution », ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, septembre 2010.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Principales dépenses par administrations publiques en 2009

	Adm. publiques centrales (y compris État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques <sup>3</sup>	
	en Mds d'euros	2009/08 en %	en Mds d'euros	2009/08 en %	en Mds d'euros	2009/08 en %	en Mds d'euros	2009/08 en %	en Mds d'euros	2009/08 en %
Consommations intermédiaires <sup>1</sup>	33,4	6,5	22,7	6,2	44,2	2,6	24,1	7,7	101,7	5,0
Rémunérations des salariés	130,3	1,2	117,3	0,2	66,7	4,4	57,4	4,9	254,3	2,9
Intérêts <sup>1</sup>	42,0	-13,2	39,3	-13,0	6,1	-10,1	1,2	-55,8	47,5	-15,1
Prestations sociales <sup>2</sup>	80,7	5,9	62,0	6,3	19,8	7,1	378,5	5,2	479,0	5,4
Formation brute de capital fixe	12,4	13,5	8,2	20,4	44,5	-2,6	7,0	2,3	63,9	0,7
<b>Total des dépenses<sup>3</sup></b>	<b>436,9</b>	<b>4,0</b>	<b>404,6</b>	<b>4,2</b>	<b>228,5</b>	<b>3,0</b>	<b>494,1</b>	<b>4,5</b>	<b>1 067,7</b>	<b>3,8</b>

1. Hors services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

2. En espèces et en nature.

3. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés. La somme des dépenses des secteurs est donc supérieure à celle de l'ensemble des administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

## Différents postes de dépenses des administrations publiques

	2008		2009		en milliards d'euros	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Consommations intermédiaires	96,6	103,7	Subventions		27,4	31,8
Rémunération des salariés	247,3	254,3	Transferts courants		56,6	61,8
<i>dont cotisations sociales imputées</i>	34,7	36,0	Transferts en capital		14,9	15,1
Impôts sur la production	8,8	9,1	<b>Prestations et autres transferts</b>		<b>553,5</b>	<b>587,7</b>
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,0	0,1	Formation brute de capital fixe		63,4	63,9
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>352,7</b>	<b>367,2</b>	Autres acquis, nettes d'actifs non financiers		3,0	3,5
<b>Intérêts</b>	<b>56,2</b>	<b>45,6</b>	<b>Acquisitions nettes d'actifs non financiers</b>		<b>66,4</b>	<b>67,4</b>
Prestations sociales <sup>1</sup>	342,3	361,5	<b>Total des dépenses</b>		<b>1 028,9</b>	<b>1 067,7</b>
Transferts sociaux en nature <sup>2</sup>	112,3	117,5				

1. Autres que transferts sociaux en nature.

2. Transferts de biens et services marchands.

Champ : dépenses intégrant les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

## Emplois ministériels autorisés en 2011

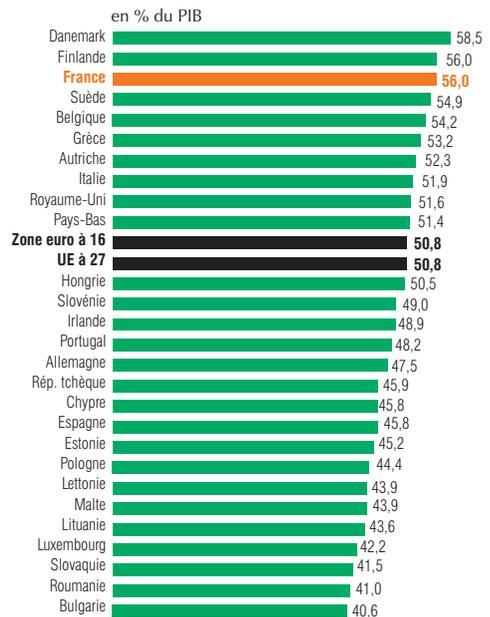
Ministères	Solde des créations et suppressions de postes <sup>1</sup>	Plafond des autorisations d'emplois <sup>2</sup>
Affaires étrangères et européennes	- 160	15 402
Alimentation, agriculture et pêche	- 650	32 293
Budget, comptes publics et réforme de l'État	- 3 127	142 466
Culture et communication	- 93	11 132
Défense	- 8 250	301 341
Écologie, énergie, dév. durable et mer	- 1 287	62 371
Économie, industrie et emploi	- 273	14 344
Éducation nationale	- 16 000	968 194
Enseignement supérieur et recherche	0	24 485
Espace rural et aménagement du territoire	- 1	146
Immig., intégration, id. nationale et dév. solidaire	0	612
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	- 1 597	282 755
Justice et libertés	400	75 825
Services du Premier ministre	15	3 529
Conseil et contrôle de l'État	40	5 580
Travail, solidarité et fonction publique	- 443	22 430
<b>Budget général</b>	<b>- 31 426</b>	<b>1 962 905</b>
Contrôle et exploitation aériens	- 188	11 268
Publications officielles et information adm.	- 24	850
<b>Budgets annexes</b>	<b>- 212</b>	<b>12 118</b>
<b>Total État</b>	<b>- 31 638</b>	<b>1 975 023</b>

1. En équivalent temps plein (ETP).

2. En équivalent temps plein travaillé (ETPT).

Source : ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État.

## Dépenses des administrations publiques au sein de l'Union européenne en 2009



Source : Eurostat.